

La rhétorique réactionnaire

Panne civique

dans un jeu politique réglé par des élections, où Sartre dénonçait autrefois un « piège à cons »¹ (non sans quelques raisons, mais aussi sans alternative un tant soit peu « crédible ») et en l'état de l'offre politique, les dernières élections régionales ont confirmé que le premier parti de France est de nouveau – et de très loin – celui de l'abstention² : 53,6% au premier tour des élections régionales de 2010 et 48,9% au deuxième tour. Bien que l'interprétation du « silence électoral » soulève évidemment de nombreux problèmes, les exégèses ne manquent pas : selon Éric Maurin, par exemple, l'abstention, comme le vote FN, révèlent – qui l'eût cru ? – « la peur du

GÉRARD MAUGER

déclassement »³. Quant à Éric Fottorino, il y décèle « une panne civique », symptôme d'un mystérieux « mal français » (la cassure d'« un ressort intime et psychologique qui rend les uns et les autres malheureux »), d'« une France au bord de la crise de nerfs, incapable de se projeter dans un avenir commun », d'« une tendance à l'autoflagellation »⁴ ou encore d'un « aquoibonisme »⁵ : « ne pas voter, explique-t-il, c'est déjà ne pas croire dans la capacité du politique à améliorer le cours de l'existence, sinon à changer la vie »⁶.

1. Jean-Paul Sartre, « Élections, piège à cons », *Les Temps modernes*, n° 378, janvier 1973, reproduit in Jean-Paul Sartre, *Situations X, Politique et autobiographie*, Paris, Éditions Gallimard, 1976, p. 75-87.

2. Exception faite de l'élection présidentielle de 2007 (16,03%) les scores du « parti abstentionniste » semblent se stabiliser : 40% aux élections législatives de 2007, 37,8% aux municipales de 2008. Sur cette stabilisation de l'abstention dans les classes populaires, voir Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilitation en milieu populaire*, Paris, Folio Gallimard, 2007 et l'entretien avec les auteurs dans *Savoir/Agir*, n° 1, septembre 2007. Sur l'exception de la présidentielle de 2007, cf. le dossier de *Savoir/Agir*, n° 1, septembre 2007.

3. Éric Maurin est l'auteur de *La peur du déclassement* (Paris, Éditions du Seuil, Coll. « La République des idées », 2009). Sur les résultats des élections régionales de 2010, cf. Éric Maurin, « En France, la peur de l'avenir n'a pas d'équivalent ailleurs », *Le Monde*, 25 mars 2010.

4. L'auteur emprunte cette trouvaille à Jacques Attali.

5. Trois ans plus tôt, Jean-Marie Colombani – qu'a remplacé Éric Fottorino – s'extasiait devant « le raz de marée démocratique » du 22 avril 2007 : cf. Gérard Mauger, « Les extrêmes », *Savoir/Agir*, n° 1, septembre 2007, p. 93-95.

6. Éric Fottorino, « La France inquiète », *Le Monde*, 23 mars 2010.

Le mystère de cette « panne civique » peut néanmoins se dissiper – au moins pour partie – dès lors que l'on constate que ces abstentions ne se distribuent pas socialement au hasard : l'abstention est féminine (58%), jeune (72% des 18-34 ans) et populaire (69% des ouvriers et 64% des employés)⁷. Reste que le silence est polysémique⁸ et qu'il n'est pas sûr, par exemple, que ces silences puissent être additionnés, même si l'euphorie populiste au goût du jour dans la gauche « radicale » (qui veut croire, avec Mao, que « l'œil du paysan voit juste » et, avec Lénine, que « chaque cuisinière pourrait diriger l'État ») porte à y voir un témoignage de mécontentement, de colère, de détresse, etc., et, dans une embaardée interprétative, à additionner les abstentions, les non-inscrits et les votes FN.

Pour tenter de comprendre, le sens de l'abstention de masse des classes populaires, on peut s'appuyer sur une ébauche d'enquête menée à Saint-Denis où l'abstention a atteint 64,1% (Seine-Saint-Denis), sur les représentations populaires des jeux électoraux⁹. Elle met en évidence cinq cas de figures partiellement superposables :

- « Ça ne m'intéresse pas », « ça ne me concerne pas », « je n'aime pas la politique ». Contre la complaisance populiste qui accorde au peuple une connaissance infuse de la politique, ce genre de déclaration confirme que « l'intérêt

pour la politique » suppose l'acquisition de la compétence sociale et technique correspondante. Les chances de s'y intéresser et d'avoir « une opinion » dépendent non seulement de la capacité de comprendre le discours politique, mais aussi du sentiment d'être statutairement fondé à s'occuper de politique : la propension à prendre la parole est proportionnelle au sentiment d'avoir droit à la parole¹⁰. C'est pourquoi la démission et la propension à déléguer à d'autres la responsabilité des affaires politiques varient en raison inverse du capital scolaire détenu.

- « Tout est joué d'avance » : On peut se demander ce que ce type d'assertion, conforté par la conviction que, quel que soit le vainqueur, rien ne changera, doit à l'inflation des sondages. Pourquoi voter lorsque le résultat est connu d'avance (« les jeux sont faits ») ? Patrick Lehingue cite, à ce propos, un dessin humoristique paru dans *La Montagne* où deux pêcheurs à la ligne déclarent : « Moi, je ne vais pas voter parce que je suis sûr de perdre », « Et moi, parce que je suis persuadé de gagner »¹¹. Plus fondamentalement, sans doute, les sondages, contribuant à la mise en scène des élections sur le modèle des courses de chevaux (*horse race reporting*) avec pronostics, favoris, tiercés gagnants, outsiders, etc., invitent à s'y comporter en « turfistes ».

7. Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler qu'ouvriers et employés représentent 53,6% de la population active (Insee, Recensement 2006).

8. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen invitent, par exemple, à distinguer les abstentionnistes « inscrits » des « non-inscrits » et des « mal inscrits » (dans un bureau ne correspondant plus au domicile) (*in La démocratie de l'abstention, op. cit.*).

9. Ixchel Delaporte, « L'esquive des urnes dans les quartiers populaires », *L'Humanité*, 14 avril 2010.

10. « La probabilité d'accéder à l'opinion personnelle bien fondée, c'est-à-dire à l'explicitation adéquate des intérêts propres [...] et à l'action politique véritable [...] c'est-à-dire véritablement conforme à ses intérêts, est d'autant plus faible que l'on occupe une position plus défavorisée dans les rapports de production », écrit Pierre Bourdieu (*La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979).

11. Patrick Lehingue, « L'emprise des sondages sur le jeu électoral : vrais et faux débats », *Savoir/Agir*, n° 1, septembre 2007, note 13, p. 43.

- « À quoi ça sert de voter ? Y'a rien qui change » : On peut supposer que ce constat doit quelque chose à l'expérience acquise : il y a bien longtemps, en effet, qu'une élection s'est traduite par un changement perceptible dans le mode de vie des classes populaires (mises à part peut-être les 35 heures et leurs ambivalences¹²). Le Monde confirmait, d'ailleurs, l'absence de conséquences de ces élections régionales : « Malgré la défaite, Nicolas Sarkozy garde le cap des réformes »¹³. Et il n'est pas sûr que tous aient oublié qu'en dépit de leur mobilisation victorieuse contre des « élites » qui les dissuadaient de voter « non au TCE », le vote des classes populaires fut, en définitive, tenu pour nul et non avvenu¹⁴.
- « Franchement, pour moi tous les partis politiques se valent », « la droite et la gauche, c'est pareil » : Telle est vraisemblablement la conclusion ordinaire, tirée de l'expérience acquise au fil des alternances, de l'équivalence pratique entre le « social-libéralisme » du PS et « la révolution conservatrice » de l'UMP, du caractère de plus en plus

indiscernable et interchangeable¹⁵ au regard des profanes (mais pas seulement) de la droite et de la gauche « de gouvernement ».

- « La politique, c'est des paroles en l'air, du bla-bla » : Disqualifiant le personnel politique, par ailleurs assimilé à une caste de privilégiés (« les élites »), le jugement lapidaire préserve, en définitive, les profanes du risque de passer pour des « jobards ».

De cette enquête sommaire, on peut tirer au moins deux conclusions. La (re) conquête d'une partie des abstentionnistes des classes populaires suppose, d'abord, une démarcation sans ambiguïtés de l'offre politique indiscernable d'adversaires complices. Elle implique, par ailleurs, l'accès à un seuil de « visibilité » et de « crédibilité » – mesuré par les sondages – qui permette, sinon de figurer, d'entrée de jeu, parmi « les favoris », du moins parmi les outsiders, détournant ainsi une partie au moins des « votes utiles ». Si cet objectif n'est rien moins que facile à atteindre (sans être pour autant inaccessible), il passe évidemment par la capacité d'unifier les chapelles concurrentes au sein de « la gauche de gauche ».

Bien qu'à géométrie variable et présent dans 17 régions sur 22, le Front de gauche a consolidé sa place dans le champ politique (autour de 7%) lors des élections régionales de mars 2010. Le désengagement de son alliance avec le PS ébauché par le PCF (au prix de quelques dizaines de strapontins perdus) et son ralliement au Front de Gauche lui permettent d'échapper à la disparition programmée qu'annonçait le score historique de Marie-George Buffet aux présidentielles

12. Jérôme Pelisse, « Retour sur les 35 heures et leurs ambivalences », *Savoir/Agir*, n° 3, mars 2008, p. 21-30.

13. *Le Monde*, 23 mars 2010. S'il en était besoin, Nicolas Sarkozy était conforté dans cette voie et légitimé pour le faire, par les réponses évasives aux questions posées dans un sondage TNS Sofres/Logica sur « le rythme des réformes » (sans bien sûr, préciser de quel genre de « réformes » il s'agit) : 38% souhaitent que leur rythme ralentisse, 26% qu'il s'accélère (cf. Christine Garin, « Un changement de politique est fortement attendu », *Le Monde*, 23 mars 2010). Sur « les réformes », cf. Gérard Mauger, « Réforme », *Savoir/Agir*, n° 3, mars 2008, p. 83-85.

14. Le 4 février 2009 le Congrès du Parlement ratifiait le Traité de Lisbonne (par 560 voix contre 181), annulant ainsi le non au référendum sur le TCE du 29 mai 2005.

15. Comme le montre, s'il en était besoin, la « politique d'ouverture » de Nicolas Sarkozy...

de 2007 (1,93% des voix contre 4,08% pour Olivier Besancenot). À l'inverse, la division voulue par les dirigeants du NPA l'a conduit à dilapider en un temps record le capital de sympathie accumulé par son jeune leader et l'a ramené à la case départ. Groupusculaires, TOUTES les composantes du Front de Gauche ne peuvent espérer accéder à l'existence dans le champ politique que rassemblées. L'écho trouvé par « une gauche de gauche » unie en Limousin (Front de Gauche-NPA) – 19% au deuxième tour – semble confirmer sa capacité de (re)mobilisation du « parti de l'abstention ». ■